

(N° 301)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSENIER.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1924 a recueilli en sections les votes suivants :

1 ^{re} Section	7	oui,	4	non ;
2 ^e id.	10	id.	4	id.
3 ^e id.	8	id.	4	id.
4 ^e id.	5	id.	3	id.
5 ^e id.	10	id.	6	id.
6 ^e id.	12	id.	5	id.

Soit. 52 oui et 26 non au total.

Ce projet, qui a déjà été adopté par le Sénat, n'a pas donné lieu à grandes observations au cours de l'examen qui en a été fait par les sections de la Chambre et par votre Commission spéciale.

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4-VI.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

- a) Les membres de la *Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts* : MM. BRUNET, président, AMELOT, BLAVIER, COCQ, DESTREE, DONS, FLAGÉY, GOLLIÉ, HEYMAN, HUYSMANS, MAX, MELCKMANS, RAMAERENS, ROMBAUTS, SIFFER et SOUPLIT ;
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. PUSSENIER, SINZÔT, HOUSIAUX, OSERAY, AMELOT et RUBBENS.

Les observations suivantes ont retenu cependant l'attention de cette dernière :

Affaires provinciales et communales.

Des membres ont demandé que les gouverneurs soient nommés par les conseils provinciaux.

D'autres membres se sont intéressés à la situation qui est faite à des employés et à des instituteurs qui ont été révoqués après l'armistice. Les uns ont revendiqué, pour les conseils communaux, la reconnaissance formelle du droit de nommer ces employés et ces instituteurs à des fonctions nouvelles.

D'autres ont demandé le droit, pour un conseil communal, de commuer en une autre peine quelconque une révocation qui aurait été prononcée. Il est à peine besoin de dire que ces propositions ont été vivement combattues.

Votre Commission spéciale estime qu'à ce moment-ci il est prématuré d'examiner à fond les questions soulevées. La Chambre a été saisie, depuis que les observations ont été formulées, de deux propositions de loi, l'une ayant pour objet la revision de dispositions fondamentales de la loi provinciale, l'autre la consécration légale du droit réclamé pour les conseils communaux. Ces propositions sont actuellement soumises à l'examen des sections et leur discussion permettra l'examen approfondi et complet des problèmes.

* * *

Divers membres ont signalé que les difficultés financières, rencontrées aujourd'hui par les communes, étaient aggravées par le fait que l'approbation du budget, et surtout celle des comptes communaux, subissait des retards considérables indéniables.

Un d'entre eux, cherchant des moyens pratiques de remédier aux difficultés de la situation, a demandé un examen approfondi de ces comptes et de ces budgets par les Commissaires d'arrondissement, afin d'alléger, par cet examen préalable, la tâche des Députations permanentes et des bureaux des Gouvernements provinciaux.

Votre Commission appuie très vivement cette proposition.

Il est incontestable que la suppression, depuis l'armistice, de certaines attributions des Commissaires d'arrondissement, permettent à ceux-ci de consacrer plus de temps qu'ils ne pouvaient le faire jadis à l'exercice de la charge spéciale : la surveillance de l'administration des communes que leur impose l'article 133 de la loi provinciale.

Ils peuvent donc certainement intensifier l'examen qu'ils doivent faire des documents visés.

Votre Commission insiste pour que M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène veuille bien rappeler aux fonctionnaires intéressés, qui n'ont en général cependant pas besoin de ce rappel, qu'il doit en être ainsi.

Le même membre a constaté également que le retard — qui est fréquent — apporté à l'approbation des comptes et des budgets résulte du fait que les administrations centrales ne communiquent point rapidement aux administra-

tions provinciales le chiffre des subsides alloués par l'État aux administrations communales.

Il a demandé — et la Commission appuie le vœu qu'il a formulé — une intervention du Ministre de l'Intérieur auprès de ses collègues afin d'obtenir de ceux-ci un envoi plus rapide des renseignements indispensables.

. . .

En section, un membre a critiqué le Gouvernement parce que dans de nombreux cas il n'approuvait qu'une perception pendant un an de taxes industrielles décrétées par des conseils communaux; un membre a demandé le retour à la jurisprudence suivie avant guerre, en d'autres termes l'approbation, si le conseil communal le désirait, de la perception pendant plusieurs années, pendant dix années au maximum, des taxes votées.

Votre Commission spéciale, estime encore une fois, qu'il n'est pas opportune, de discuter de nouveau à fond le problème des finances communales.

Déférant à des vœux fréquemment exprimés au Sénat et à la Chambre, le Gouvernement a chargé une Commission où tous les partis politiques étaient représentés comme l'étaient aussi les intérêts du Trésor et les intérêts provinciaux et communaux, d'étudier la question.

Les travaux de la Commission sont terminés.

La législature sera donc saisie à bref délai des conclusions qu'elle a formulées, le Gouvernement ayant pris des engagements à l'occasion du vote de la loi récente autorisant la perception pendant l'exercice 1924 d'additionnels à certains impôts cédulaires.

. . .

Un membre a signalé que des titres de Dommages de guerre remis à des communes n'étaient point négociables.

L'examen de cette question ne rentrant point expressément dans le cadre de celles qui doivent être décidées par le Ministre de l'Intérieur, votre Commission croit devoir se borner à émettre le vœu, que dans les cas où les communes peuvent difficilement faire escompter leur titres, le Ministre de l'Intérieur intervienne auprès de ses collègues des Finances ou des Affaires économiques pour obtenir que la négociation ou la liquidation du titre soit facilitée aux administrations intéressées.

Secours aux veuves et descendants nécessiteux en ligne directe à sa première génération de décorés de la Croix de fer, de blessés de septembre, de décorés de la Croix commémorative de 1830 et de combattants de 1830.

Le libellé du crédit affecté à l'allocation de ces secours a été précisé en 1922 et en 1923 afin d'empêcher 1° que le secours fut alloué à d'autres personnes que les veuves et les descendants en ligne directe à la première génération; 2° que le secours fut alloué, à l'avenir, à ceux qui n'avaient point été secourus en 1922; 3° que le secours fut alloué à ceux qui pouvaient jouir de la pension de vieillesse.

Appliquant exactement les principes admis par la Chambre, le Gouvernement a proposé de réduire de 24,000 francs, chiffre prévu au Budget pour l'exercice 1923 à 20,800 francs le crédit à prévoir au Budget pour l'exercice 1924, parce que huit intéressés ont atteint en 1923 l'âge de 65 ans qui leur ouvre des titres à la pension de vieillesse.

Votre Commission spéciale, se ralliant à un vœu exprimé dans des Sections, vous propose de maintenir au chiffre fixé pour 1923, soit 24,000 francs, le crédit prévu à l'article 27 du Budget de 1924, et de supprimer une des conditions mises en 1922 et 1923 à l'octroi des subsides. La reconnaissance due par la nation aux services rendus par les fondateurs de l'Indépendance de la Patrie, interdit de supprimer la modeste allocation de 500 francs à huit personnes sous le prétexte qu'elles peuvent bénéficier d'une pension de vieillesse qui est désormais liquidée à tout citoyen belge réunissant les conditions imposées par des lois récentes. La Commission estime que le secours alloué en 1922 et en 1923 doit être maintenu, tant que subsiste l'indigence de l'intéressé; elle vous prie de décider qu'il en sera ainsi et même que l'octroi du secours ne pourra influencer sur le calcul du taux de sa pension.

Le vote par la Chambre de la proposition faite par la Commission n'implique aucune modification du libellé de l'article 27 du projet de Budget; il impose une simple majoration du chiffre du crédit prévu.

Emploi du Radium.

En Section un membre a demandé que soit étudiée la question de savoir si du Radium ne pourrait être mis à la disposition des fédérations mutualistes.

Votre Commission appuie cette demande.

La lutte contre les maladies vénériennes a été couronnée par d'indiscutables succès, grâce à l'organisation de dispensaires spéciaux et à la distribution de médicaments; la lutte contre la tuberculose s'organise efficacement; rien ne semble s'opposer à ce que les fédérations mutualistes puissent prendre une part active à la lutte contre le cancer.

Croix des déportés.

En Section des membres ont critiqué l'article 2 de l'arrêté royal du 27 novembre 1922 créant la croix des déportés et qui interdit l'octroi de la distinction honorifique aux hommes qui au moment de leur déportation avaient, à raison de leur âge, l'obligation morale de servir la Patrie.

Les partisans de la suppression ont fait valoir qu'au moment où les réquisitions pour travaux à exécuter en dehors du foyer des intéressés, ainsi que les déportations en masse, ont été systématiquement ordonnées par le pouvoir occupant, le passage des frontières nationales était devenu si difficile et si dangereux que les Belges ne pouvaient qu'exceptionnellement profiter des conditions toutes spéciales le permettant. Dès lors, le fait d'être resté au pays a été souvent explicable et souvent il a été justifié malgré l'âge atteint seulement

par le déporté ou par le réquisitionné. Lui refuser dans ces conditions un hommage dont ses compagnons d'infortune bénéficieront seulement à raison de l'âge plus avancé qu'ils ont atteint, aboutit à créer une distinction toute factice entre concitoyens ayant inévitablement été soumis aux mêmes ordonnances arbitraires.

D'autres membres au contraire ont soutenu que les faits — et ils ne sont point rares — démontrent que le passage de la frontière était possible malgré ses dangers. Dans ces conditions, la suppression de l'article 2 aboutissait à faire récompenser des jeunes gens qui auraient pu partager au front les efforts et les sacrifices accomplis par ceux-là qui ont voulu malgré tout rejoindre notre armée; la croix des déportés serait donc inévitablement accordée dans des cas où la conduite de l'intéressé pourrait être discutée et difficilement justement appréciée; mieux vaut dans ces conditions là ne rien changer aux dispositions de l'arrêté royal de novembre 1922.

Hygiène sociale de l'enfance.

Un membre, après avoir, en termes généraux, signalé la réduction annuelle de l'import du crédit, fait remarquer :

- 1° que le libellé de l'article 35, litt. d du projet de Budget a été modifié;
- 2° que l'arrêté royal du 17 décembre 1923 favorisait des œuvres dues à l'initiative privée.

En 1923, la Chambre a décidé l'inscription au Budget de l'Intérieur d'un crédit de 100,000 francs, afin de permettre l'octroi des subsides si des maternités étaient établies par des communes ou par des associations intercommunales. Un crédit de 100,000 francs était prévu au Budget des Sciences et des Arts pour permettre de subsidier l'établissement, dans les mêmes conditions, de crèches de jour ou de nuit et d'asiles maternels. Sur la proposition qui lui a été faite par ce membre, la Commission, constatant qu'en 1924 le crédit est supprimé au Budget des Sciences et des Arts; que le crédit prévu au Budget de l'Intérieur n'est que de 100,000 francs; qu'à la suite du vote émis par le Sénat à la demande du Gouvernement, le crédit est affecté aux maternités et aux crèches, a décidé, à la majorité de ses membres et tout en faisant ses réserves sur le fait de la compétence attribuée à l'administration de l'Intérieur en ce qui concerne les crèches, de vous proposer de porter de 100,000 francs à 200,000 francs le crédit du litt. d de l'article 35, afin de conserver les mêmes crédits qu'en 1923.

La majorité des membres de la Commission a également protesté contre les dispositions d'un arrêté royal du 17 décembre 1923.

Il n'a pas été possible à votre rapporteur de retrouver le texte de cet arrêté, dont l'existence ne lui a été signalée que quelques instants avant le dépôt du présent rapport.

Quoi qu'il en soit, cet arrêté permettrait l'allocation, pour les repas organisés par des œuvres privées en faveur d'enfants débiles fréquentant les écoles, de

1 franc de subside par l'État pour chaque repas distribué, et de 50 centimes par la province ainsi que de 50 centimes par la commune.

Pour les repas organisés par les communes et qui pour être subsidiés doivent avoir une valeur de 2 francs par repas, les subsides ne seraient respectivement que de 50 centimes et de deux fois 25 centimes. La caisse communale subit donc dans ce cas, une charge de 75 centimes.

On a demandé l'égalité du subside pour les œuvres officielles et pour les œuvres privées.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

ÉM. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JUNI 1924.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid
voor het dienstjaar 1924 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het Begrootingsontwerp van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor
het dienstjaar 1924 werd in de afdeelingen op de volgende stemming onthaald :

1 ^o Afdeeling		7 ja,	4 neen;
2 ^o id.		10 id.	4 id.
3 ^o id.		8 id.	4 id.
4 ^o id.		5 id.	3 id.
5 ^o id.		10 id.	6 id.
6 ^o id.		12 id.	5 id.

Dat is te zamen. 52 ja en 26 neen.

Dit ontwerp, dat reeds door den Senaat werd aangenomen, heeft bij het
onderzoek der afdeelingen van de Kamer en van uwe Bijzondere Commissie,
geen aanleiding gegeven tot gewichtige opmerkingen.

(1) Begrooting door den Senaat overgemaakt, n^r 4-VI.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Binnenlandsche Zaken, Onderwijs, Wetenschappen en Kunsten* : de heeren BRUNET, voorzitter, AMELOT, BLAVIER, COCQ, DESTREE, DOMS, FLAGEY, GOLIER, HEYMAN, HUYSMANS, MAX, MELCKMANS, RAMAEKERS, ROMBAUTS, SIFFER en SOUPLIT.
- b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren PUSSEMIER, SINZOT, HOUZIAUX, OZERAY, AMELOT en RUBBENS.

De Bijzondere Commissie heeft nochtans hare aandacht op de volgende punten gevestigd :

Provinciale en gemeentebelangen.

Sommige leden hebben gevraagd, dat de gouverneurs door de provinciale raden zouden benoemd worden.

Andere leden hebben hunne belangstelling getoond voor beambten en onderwijzers, die na den wapenstilstand uit hun ambt werden ontzet. De eenen eischen, voor de gemeenteraden, het volstrekte recht om deze beambten en onderwijzers tot nieuwe ambten te benoemen. Anderen vroegen voor den Gemeenteraad het recht om de uitgesproken afzetting in eene andere straf te veranderen. Moet het worden gezegd, dat die voorstellen levendig zijn bestreden geworden.

Uwe Bijzondere Commissie is van gevoelen, dat het vooralsnu voorbarig is de opgeworpen vraagstukken grondig te onderzoeken. Sedert dat deze opmerkingen werden uitgebracht, zijn bij de Kamer twee wetsvoorstellen ingediend, waarvan het eene de herziening van grondbepalingen der provinciale wet ten doel heeft, en het andere de wettelijke bevestiging van het recht dat voor de Gemeenteraden wordt geëischt. Deze voorstellen zijn thans in de Afdelingen aanhangig gemaakt; de behandeling daarvan zal het grondig en volledig onderzoek der vraagstukken voor gevolg hebben.

. * .

Onderscheidene leden hebben er op gewezen dat de financieele moeilijkheden, waarop heden ten dage de gemeenten stuiten, nog worden verzwaard door het feit dat de goedkeuring der Begrooting en vooral die der gemeenterekeningen aanzienlijke vertraging onderging.

Een dezer leden, met het doel praktische middelen te vinden om den toestand te verhelpen, stelde voor, dat de arrondissementscommissarissen deze rekeningen en begrootingen vooraf grondig zouden onderzoeken ten einde aldus de taak der Bestendige Deputatiën en der bureelen van de Provinciale Gouvernemen ten te verlichten.

Dit voorstel werd door uwe Commissie met genoegen gesteund.

Het lijdt geen twijfel dat, vermits sedert den wapenstilstand sommige bevoegdheden aan de arrondissementscommissarissen werden onttrokken, dezen meer tijd hebben dan eertijds voor hunne bijzondere bezigheid, namelijk het toezicht over het bestuur der gemeenten, dat hun door artikel 133 der provinciale wet wordt toevertrouwd.

Zij kunnen dus het onderzoek van de bedoelde stukken ongetwijfeld verscherpen.

Uwe Commissie dringt er op aan, dat de Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid daaraan de betrokken ambtenaren gelieve te herinneren, ofschoon dezen over het algemeen dergelijke aanmaning niet noodig hebben.

Hetzelfde lid heeft insgelijks vastgesteld dat de vaak voorkomende vertraging

voor het goedkeuren der rekeningen en begrotingen het gevolg is van het feit dat de hoofdbesturen niet wel aan de provinciale besturen het cijfer mededeelen van de toelagen door den Staat verleend aan de gemeentebesturen.

Het vroeg, en de Commissie steunt dezen wensch, dat de Minister van Binnenlandsche Zaken zou tusschenbeide komen bij zijn Collèga's om van deze te verkrijgen dat de onontbeerlijke inlichtingen spoediger zouden medegedeeld worden.

* *

In eene Afdeeling heeft een lid de Regeering gehekeld omdat zij in talrijke gevallen de heffing van industriele belastingen, door de gemeenteraden verordend, slechts voor een jaar goedkeurt; een lid heeft gevraagd dat men zou terugkomen tot de rechtspraak van vóór den oorlog, met andere woorden dat men, indien de gemeenteraad het verlangt, de heffing van de belastingen zou goedkeuren voor verscheidene jaren, voor tien jaar ten hoogste.

Uwe Bijzondere Commissie is nogmaals van meening dat het niet het oogenblik is opnieuw eene grondige bespreking te voeren over de gemeentefinanciën.

Ingaande op den herhaaldelijk uitgedrukten wensch van Senaat en Kamer, heeft de Regeering het vraagstuk doen onderzoeken door eene Commissie waarin al de politieke partijen zijn vertegenwoordigd en ook de belangen van de Schatkist, van de provincie en de gemeente.

De werken van de Commissie zijn geëindigd.

De Kamers zullen dus weldra kennis krijgen van hare besluiten, daar de Regeering verbintenissen heeft aangegaan bij de stemming over de jongste wet, waarbij de heffing, gedurende het jaar 1924, van opcentiemen bij sommige cedulaire belastingen wordt toegelaten.

* *

Een lid heeft er op gewezen dat de titels van de Oorlogsschade, aan de gemeenten afgeleverd, niet verhandelbaar zijn.

Daar deze kwestie eigenlijk niet onder de bevoegdheid valt van den Minister van Binnenlandsche Zaken, brengt uwe Commisse alleen den wensch uit dat, wanneer de gemeenten moeite zouden hebben om hunne titels te doen uitbetalen, de Minister van Binnenlandsche Zaken zou optreden bij zijne collega's van Financiën en Economische Zaken om van hen te bekomen dat het verhandelen of het vereffenen van voornoemde titels aan de betrokken besturen zou vergemakkelijkt worden.

Onderstand aan de behoeftige weduwen en afstammelingen in de rechte linie van het eerste geslacht van gedecoreerden met het Yzeren Kruis, van gewonden van September, van gedecoreerden met het Herinneringskruis van 1830 en van oudstrijders van 1830.

De tekst betreffende het crediet bestemd voor de toekenning van deze hulpgelden werd omschreven in 1922 en in 1923 om te beletten : 1° dat het

hulpgeld werd toegekend aan andere personen dan de weduwen en de afstammelingen in rechte lijn van het eerste geslacht; 2^o dat het hulpgeld zou toegekend worden, in de toekomst, aan degenen die niet waren geholpen in 1922; 3^o dat het hulpgeld zou toegekend worden aan degenen die het ouderdomspensioen kunnen trekken.

Bij eene nauwkeurige toepassing van de beginselen door de Kamer aangenomen, heeft de Regeering voorgesteld het crediet, uit te trekken op de begrooting voor 1923, van 24,000 frank, cijfer voorzien op de Begrooting voor het jaar 1923, te verminderen tot 20,800 frank, omdat 8 belanghebbenden in 1923 den leeftijd van 63 jaar bereikt hebben en zij alzoo recht krijgen op het ouderdomspensioen.

Uwe Bijzondere Commissie sluit zich aan bij den wensch uitgedrukt in de Afdeelingen, en stelt u voor het crediet voorzien onder artikel 27 van de Begrooting van 1924 te behouden op het cijfer van 1923, dus 24,000 frank, en eene der voorwaarden in 1922 en 1923 gesteld voor het bekomen der hulpgelden te doen wegvallen. De erkentelijkheid door het Land verschuldigd aan de stichters van onze Onafhankelijkheid, verbiedt de kleine toelage van 500 frank te onttrekken aan acht personen onder voorwendsel dat zij een ouderdomspensioen kunnen trekken, dat voortaan zal uitbetaald worden aan ieder Belgisch ingezetene die in de voorwaarden verkeert door de jongste wetten opgelegd.

De Commissie is van gevoelen dat de in 1922 en 1923 toegekende hulpverlening moet behouden worden; zoolang de behoefte van den belanghebbende blijft bestaan, verzoekt zij u te beslissen dat dit zoo zal geschieden en zelfs dat de hulpverlening geen invloed kan hebben op de berekening van het beloop van zijn pensioen.

De stemming door de Kamer van het voorstel der Commissie houdt in zich geene wijziging van den tekst van artikel 27 der Begrooting; zij eischt een eenvoudige verhooging van het beloop van het voorziene crediet.

Aanwending van het Radium.

In eene Afdeeling heeft een lid gevraagd de quaestie te doen bestudeeren om te weten of er geen Radium zou kunnen ter beschikking worden gesteld van de mutualiteitsverbonden.

Uwe Commissie steunt deze vraag.

De strijd tegen de venerische ziekten werd door onbetwistbaren bijval bekroond, dank zij de inrichting van bijzondere dispensaria en de verstrekking van geneesmiddelen; de strijd tegen de tuberculose wordt doelmatig ingericht; niets schijnt zich er tegen te verzetten dat de mutualiteitsverbonden een ijverig aandeel nemen in den strijd tegen den kanker.

Kruis der weggevoerden.

In eene Afdeeling hebben leden artikel 2 van het Koninklijk besluit d.d. 27 November 1922 gehekend, waarbij het kruis der weggevoerden wordt ingesteld en

waarbij verboden wordt het cereteeken te schenken aan diegenen welke, op het oogenblik van hunne wegvoering, om reden van hun leeftijd, verplicht waren het Vaderland te dienen.

De voorstanders der weigering deden gelden dat, op het oogenblik wanneer de opeischingen voor arbeid te leveren buiten den woonhaard der betrokkenen, alsmede de massaontvoeringen, door den bezetter stelselmatig werden bevolen, de overschrijding van 's Lands grenzen zoo moeilijk en zoo gevaarlijk was geworden dat de Belgen, nog slechts bij uitzondering, konden gebruik maken van de heel bijzondere omstandigheden die dit toelieten te wagen. Dienvolgens, was het feit van in het land gebleven te zijn dikwijls verklaarbaar en dikwijls werd het gebillijkt ondanks den leeftijd door den weggevoerde of den opgeëischte bereikt. Hem in die omstandigheden een hulde te weigeren welke zijne ongeluksgezellen alleen zullen bekomen wegens den meer gevorderden leeftijd dien zij hebben bereikt, zou er toe leiden een gansch fictief onderscheid te maken tusschen medeburgers die onvermijdelijk aan dezelfde willekeurige verordeningen zijn onderworpen geweest.

Andere leden, daarentegen, hebben beweerd dat de feiten — en ze komen niet zelden voor — aantoonen dat het overschrijden der grens mogelijk was ondanks de gevaren. In deze omstandigheden, was het gevolg van de intrekking van artikel 2, jongelieden te beloonen die, aan het front, de inspanningen en de offers hadden kunnen deelen van aldiegenen welke, ondanks alles, ons leger hebben willen vervoegen; het kruis der weggevoerden zou dus onvermijdelijk worden verleend in gevallen waarin het gedrag van den betrokkene zou kunnen besproken worden en moeilijk gewaardeerd in juiste mate; in die voorwaarden is het beter niets te veranderen aan de bepalingen van het Koninklijk besluit d. d. November 1922.

Maatschappelijke kinderhygiëne.

Een lid, na in algemeene bewoordingen de vermindering te hebben doen aanmerken van het crediet, doet opmerken :

1° dat de tekst van artikel 35, litt. d van het begrootingsontwerp werd gewijzigd;

2° dat het Koninklijk besluit d. d. 17 December 1923 werken bevoordeelde die aan het privaat initiatief te danken waren. In 1923 besliste de Kamer een crediet van 100,000 frank op de Begrooting van Binnenlandsche Zaken te brengen om toe te laten toelagen te schenken bijaldien materniteiten tot stand kwamen door toedoen van de gemeenten of van intercommunale vereenigingen. Een crediet van 100,000 frank werd voorzien op de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten om, in dezelfde voorwaarden, aan de oprichting van kinderbewaarplaatsen voor dag of nacht en van moedertehuizen te gemoet te komen. Op voorstel, haar door dit lid gedaan, heeft de Commissie — na te hebben vastgesteld dat in 1924, het crediet op de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten niet meer voorkomt, dat het crediet voorzien op de Begrooting van

Binnenlandsche Zaken slechts 100,000 frank bedraagt, dat, ten gevolge van de stemming door den Senaat, op aanvraag van de Regeering, het crediet bestemd is voor de materniteiten en de kinderbewaarplaatsen, — besloten met de meerderheid harer leden, en alle voorbehoud makende over de bevoegdheid toegekend aan het bestuur van Binnenlandsche Zaken, voor wat de kinderbewaarplaatsen betreft, u voor te stellen het crediet van littera *d* van artikel 35 te brengen van 100,000 op 200,000 frank, ten einde dezelfde credieten als in 1923 te behouden.

De meerderheid van de leden der Commissie heeft insgelijks verzet aange-teekend tegen de bepalingen van een Koninklijk besluit van 17 December 1923.

Het was uw verslaggever niet mogelijk den tekst terug te vinden van dit besluit waarvan het bestaan slechts werd gemeld eenige oogenblikken voor het neerleggen van dit verslag.

Wat er ook van zij, door dit besluit werd het mogelijk aan keukens door private werken ingericht ten bate van zwakke kinderen, die ter schole gaan, eene tegemoetkoming te bezorgen van 1 frank door den Staat van 50 centiem, door de Provincie en 50 centiem door de gemeente van elk versterkt eetmaal.

Voor de eetmalen door de gemeenten ingericht en die, om toelagen te kunnen ontvangen, een waarde van 2 frank per eetmaal moeten hebben, zouden de toelagen onderscheidenlijk slechts 50 centiem en tweemaal 25 centiem bedragen. De Gemeentekas ondergaat dus in dit geval een last van 75 centiem.

Men heeft de gelijkheid van toelage gevraagd voor de officieele zoowel als voor de private werken.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.
